

# The Wave

Durée : 8' ; pour grand ensemble (fl, ht, 2 cl, 2 sx - cor, trpt, trb, tb - 3 percus, pno, el. guit, bs. guit, 3 sop., acc., 3 vlms, 3 altos, 3 vcls et ctb). Commande de Manège.Mons pour ECO (European Contemporary Orchestra).

Ces dernières années, pour un citoyen de ma génération, l'évolution générale de l'Europe – dont nous avons applaudi les premiers progrès – paraît absurde et injustifiable : l'humanité au service de l'économie, l'austérité comme seul remède proposé à tous le maux, malgré les échecs répétés. C'est comme une vague cataclysmique qui croît devant les yeux d'un peuple délibérément paralysé par le désespoir, qui attend placidement qu'elle lui tombe dessus.

Au moment où je finissais cette composition, je découvrais l'article qui suit, comme un écho à mes interrogations. L'auteur a accepté que je recopie ces lignes.

## La raison délirante de l'Europe, un nouveau fascisme mou ?

*LIBÉRATION 10 février 2015 | TRIBUNE*

**Laurent de Sutter : professeur de Théorie du Droit à la Vrije Universiteit de Bruxelles et directeur de la collection "Perspectives Critiques"**

Il est temps d'ouvrir les yeux : les autorités qui se trouvent à la tête de l'Europe incarnent un fascisme nouveau. Ce fascisme, ce n'est plus celui, manifeste et assumé, qui a fait du XXe siècle l'un des grands siècles de la laideur politique ; il s'agit plutôt d'un fascisme mou et retors, dissimulant ses intentions mauvaises derrière un langage qui se voudrait de raison. Mais la raison que manifestent tous ceux qui, aujourd'hui, se trouvent forcés de discuter avec le Premier ministre grec, Alexis Tsipras, est en réalité une raison délirante. Elle l'est sur plusieurs plans.

Premièrement, la raison européenne est délirante sur le plan politique : chaque nouveau geste posé par les autorités de l'Europe (ainsi, en dernier lieu, celui du directeur de la Banque centrale, Mario Draghi) affiche davantage le mépris des principes sur lesquels elle se prétend fondée par ailleurs. En proclamant que les traités européens sont soustraits à tout vote démocratique, le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, ne l'avait pas caché : la démocratie, en Europe, n'est qu'un mot vide. Qu'il ait pointé une réalité juridique (il est vrai que les traités sont négociés entre États et non entre populations) n'empêchait pas moins qu'il s'agissait là d'une déclaration de renégat. Non, l'Europe ne vous appartient pas, peuples d'Europe – pas plus qu'elle n'appartient aux gouvernements que vous avez élus, si ceux-ci ne marchent pas au rythme que nous souhaitons lui voir adopter. Tel était le message que Juncker souhaitait faire passer – et qui a été entendu.

Deuxièmement, la raison européenne est délirante du point de vue économique : ce que les autorités européennes sont en train de réaliser, c'est tout simplement la ruine d'un continent entier. Ou, plutôt : la ruine de la population d'un continent entier – à l'heure où la richesse globale de l'Europe, en tant qu'entité économique, ne cesse de croître. Les autorités économiques européennes, en tentant de tuer dans l'œuf le programme grec, pourtant d'une impeccable rationalité économique, de Yánis Varoufákis, le disent là aussi sans ambages. Ce qui les intéresse, c'est la perpétuation d'un statu quo financier permettant au capitalisme, dans son caractère le plus désincarné et le plus maniaque, de continuer à produire une richesse abstraite. Il n'est pas important que la

richesse en Europe profite aux personnes ; en revanche, il est d'une importance croissante qu'elle puisse continuer à circuler – et toujours davantage. Pourtant, qu'en déséquilibrant de manière aussi radicale le système économique européen, les autorités en question risquent d'aboutir à la destruction du système capitaliste lui-même, comme ne cessent de le souligner les analystes financiers, ne leur traverse même pas l'esprit. Car, au bout du compte, il ne s'agit pas vraiment de capitalisme, ni même d'économie ; il s'agit de pouvoir, et de sa pure imposition.

Troisièmement, la raison européenne est délirante du point de vue de la raison elle-même. Derrière les différents appels au "raisonnable", que le nouveau gouvernement grec devrait adopter, se dissimule en réalité la soumission à la folie la plus complète. Car la raison à laquelle se réfèrent les politiciens européens (par exemple, pour justifier les mesures d'austérité débiles qu'ils imposent à leur population) repose sur un ensemble d'axiomes pouvant tout aussi bien définir la folie. Ces axiomes sont, tout d'abord, le refus du principe de réalité – le fait que la raison des autorités européennes tourne dans le vide, sans contact aucun avec ce qui peut se produire dans le monde concret. C'est, ensuite, le refus du principe de consistance – le fait que les arguments utilisés pour fonder leurs décisions sont toujours des arguments qui ne tiennent pas debout, et sont précisément avancés pour cela (voir, à nouveau, l'exemple de l'austérité, présentée comme rationnelle du point de vue économique alors que tout le monde sait que ce n'est pas le cas). C'est, enfin, le refus du principe de contradiction – le fait que l'on puisse remonter aux fondements mêmes des décisions qui sont prises, et les discuter, possibilité suscitant aussitôt des réactions hystériques de la part des autorités.

Ce délire généralisé, que manifestent les autorités européennes, doit être interrogé. Pourquoi se déploie-t-il de manière si impudique sous nos yeux ? Pourquoi continue-t-il à faire semblant de se trouver des raisons, lorsque ces raisons n'ont plus aucun sens – ne sont que des mots vides, des slogans creux et des logiques inconsistantes ? La réponse est simple : il s'agit bien de fascisme. Il s'agit de se donner une couverture idéologique de pure convention, un discours auquel on fait semblant d'adhérer, pour, en vérité, réaliser une autre opération. Comme je l'ai suggéré plus haut, cette autre opération est une opération d'ordre : il s'agit de s'assurer de la domestication toujours plus dure des populations européennes – de ce qu'elles ne réagiront pas aux mesures de plus en plus violentes prises à leur rencontre. Des gouvernements qui se prétendent démocratiques ont été élus par les différentes populations européennes – mais ce sont des gouvernements dont le programme caché est tout le contraire : ce sont des gouvernements qui souhaitent la fin de la démocratie, car la démocratie ne les arrange pas. Tout le reste n'est que prétexte. Or, ce que le nouveau gouvernement grec tente de réaliser, c'est réintroduire un peu de réalisme au milieu de l'in vraisemblable délire politique, économique et rationnel dans lequel baigne l'Europe – donc un peu de démocratie. Mais, ce faisant, il rend apparent l'ampleur de la crapulerie régnant dans les autres pays du continent – et, cela, on ne le lui pardonnera pas.

*The Wave a été créé le 17 mars 2015 à Mons, par ECO sous la direction de Jean-Paul Dessy.*